
Révision sur des entrevues, diffusées à RDI, de Katia Jarjoura (le 12 juillet 2007) et de Sami Aoun (le 20 et le 26 mai 2007)

LES PLAINTES

Le 28 mai 2007, Victor Pariente me fait parvenir une plainte sur deux commentaires émis par l'analyste de RDI Sami Aoun au moment où l'armée libanaise bombardait le camp de réfugiés palestiniens Nahr Al-Bared. Voici ce qu'il nous a écrit à la main. Il s'agit donc d'une retranscription, au meilleur de ma compréhension.

« 1) Sami Aoun disait à Christine Fournier (19 ou 20/05/07) qu'Israël était l'agresseur contre le Liban à l'été 2006 (7h05 PM). Je rêve? Pas possible!?

2) Sami Aoun spécifier à Christine Fournier qu'Israël avait perdu la guerre contre le Hezbollah libanais. Sami (26.05.07) 7h pm 05. Correspondant de guerre? Analyse biaisée. Mensongère, Propagande, pro-arabe etc. payé par les auditeurs canadiens pour défendre des intérêts?? Christine Fournier..qui avale les dires de Sami?! Une Honte sur notre écran. A vous de m'éclairer par lettre. Je trouve tout cela d'un très mauvais goût pour TV (RDI) Merci.

Combien de fois les nouvelles francophones ont-elle interviewés des invités israéliens? Mais la majorité des invités sont des « experts » qui viennent des pays arabes. Il y a rarement, même jamais, des invités qui pourraient donner le point de vue opposé de la situation. Il y a beaucoup à faire, et je demande une enquête à ce sujet. »

Le 20 septembre 2007, Geneviève Guay, directrice du traitement des plaintes et affaires générales, Information, Services français, répondait à M. Pariente ce qui suit :

« Vous avez l'impression que, chaque fois que nous demandons au professeur Sami Aoun de nous expliquer un événement au Proche-Orient, nous devrions présenter aussi en contrepartie un point de vue juif ou israélien. En d'autres termes, M. Aoun ne vous apparaît pas comme un expert neutre, mais plutôt partisan.

Établissons d'abord que le sujet des entrevues de Sami Aoun, les 19 et 26 mai, était la situation politique du Liban et dans les camps palestiniens dans le contexte des bombardements de l'armée libanaise au camp Nahr Al-Bared.

Je dois vous dire d'abord que nous ne voyons pas du tout M. Aoun comme un militant d'une quelconque cause arabe. Pour nous, il s'agit d'un expert érudit, qui suit l'actualité de très près. Il consacre ses commentaires à l'explication et à l'analyse des événements en essayant de comprendre et de faire comprendre les différents points de vue. Il est vrai qu'il évalue les événements, et la tendance qui a cours au moment où il nous parle. Il peut très bien revoir son jugement à la lumière d'un nouvel événement qui vient bouleverser l'échiquier.

Il ne pose pas de jugement passionné pour ou contre quoi que ce soit. Il ne nous paraît pas le militant d'une cause. À propos du sujet qui nous occupe, il a exprimé très souvent à notre antenne qu'Israël se trouvait dans une position difficile. Il n'a jamais tenté de nier ou de minimiser les attaques du Hezbollah dans le nord d'Israël. Il n'a jamais prétendu non plus que ces attaques du Hezbollah étaient justifiées. Il est d'ailleurs assez respecté dans les milieux juifs d'ici pour être fréquemment invité comme conférencier par des groupes comme le Comité Canada-Israël, ou le Comité Québec-Israël.

Cela dit, quand on compare les dommages provoqués par les roquettes du Hezbollah en Israël, et ceux qui ont été causés par les bombardements israéliens au Liban, il n'est pas très surprenant que plusieurs observateurs estiment qu'Israël a attaqué le Liban et non pas seulement le Hezbollah. Je ne dis pas que c'est le seul point de vue valable sur la question. Mais j'insiste sur le fait qu'il est possible de poser un tel jugement sans être qualifié d'ennemi d'Israël. Plusieurs Israéliens très engagés dans la défense de leur pays ont posé le même jugement.

Vous reprochez aussi à M. Aoun, dans son entrevue du 26 mai, d'avoir déclaré à l'animatrice Christine Fournier qu'Israël avait perdu la guerre. Il a avancé cela en passant, en répondant à une question sur les possibilités qu'Israël se retrouve un jour en conflit en territoire libanais. Sa réponse était très nuancée et il disait que non seulement Israël, mais d'autres pays, pourraient être tentés d'utiliser le Liban affaibli comme champ de bataille. Et qu'Israël le ferait peut-être s'il se sentait encore une fois menacé. Vous, qui suivez l'actualité de près, vous savez sûrement que cette opinion (de la guerre perdue) a été très répandue en Israël après la guerre du Liban l'an dernier.

Le chef d'état-major de l'Armée israélienne Dan Halutz a même dû quitter ses fonctions au lendemain de cette guerre. C'est donc une opinion partagée par nombre d'Israéliens, encore une fois probablement très attachés à leur pays et donc très favorables à Israël.

L'an dernier, au moment où cette question était débattue, nous avons présenté des analyses soupesant les bénéfices et les dommages pour chacune des parties dans ce conflit. Nous avons aussi expliqué les intérêts des puissances voisines et les difficultés pour Israël de se sentir en sécurité.

Bien sûr, ici encore, je ne dis pas que l'opinion émise par M. Aoun soit la seule qui puisse être défendue. Et il est vrai que l'armée israélienne n'est pas rentrée au pays anéanti. Pour les tenants de cette opinion, cette notion de guerre « perdue » vient plutôt du fait que personne ne peut prétendre aujourd'hui que le Hezbollah soit anéanti. Le Hezbollah est peut-être affaibli. Il ne constitue peut-être pas en ce moment une menace imminente pour Israël, mais il demeure une force qui compte au Liban.

Permettez-moi d'ajouter quelques considérations sur la différence que nous faisons entre un débat sur l'actualité et une analyse d'expert. Lorsque nous posons une question à débat (par exemple, qui a raison et qui a tort dans tel ou tel dossier?), il est normal que nous fassions entendre plus d'un point de vue et que nous invitions des gens engagés dans la défense d'une cause. Lorsque nous posons une question d'analyse (par exemple, quelles sont les forces en présence et leur réalité respective?), nous invitons un expert. Parfois plus d'un, mais pas nécessairement. C'est pour cela que le choix des experts demande un grand soin.

Voici à peu près ce que nous attendons d'un expert analyste de l'actualité : Nous avons besoin de spécialistes érudits dans leur domaine, respectés dans leur milieu, qui réussissent à communiquer clairement des connaissances complexes, sans perdre le téléspectateur. Des gens qui savent étayer leurs opinions à partir de faits assez solides et vérifiables pour être crédibles. Nous recherchons aussi des gens nuancés, dont l'opinion n'est pas campée d'avance par des attaches politiques ou idéologiques et qui réussissent à évaluer les faits pour ce qu'ils sont. Des gens qui se passionnent, non pas pour la défense d'une cause, mais plutôt pour la compréhension des faits et de l'actualité. Enfin des gens qui veulent et peuvent se rendre disponibles pour suivre l'actualité de très près et la commenter à la télévision ou à la radio.

Cela dit, il est vrai que nous devons relever le défi constant de présenter des points de vue diversifiés. Il est vrai aussi que nous devons être constamment à la recherche de gens sérieux qui permettent d'élargir les perspectives de tous; de gens qui se sentent libres aussi de s'exprimer à haute voix, sans que cela nuise à leur vie professionnelle ou à leur place dans la société. Le défi est difficile mais pas impossible.

« À ce sujet, nous prenons bonne note de vos remarques et vous assurons que des lettres comme la vôtre alimentent nos réflexions sur nos pratiques. »

Le 20 juillet, Victor Pariente m'envoie une autre plainte, cette fois sur l'entrevue de la journaliste Katia Jarjoura, diffusée le 12 juillet 2007, jour du premier anniversaire de la guerre du Liban. Voici ce qu'il dit :

« À mon avis, et nous le voyons sans cesse, les « experts » du monde arabo-musulman ont le monopole à la TV RDI, de présenter, d'analyser les événements du conflit israélo-arabo-palestinien sans pour cela avoir la réponse et la position de la communauté juive de Montréal qui n'existe pratiquement pas. Pourquoi?

Ex : RDI Dominique Poirier 12/07/07 (19h20pm)

Invitée Katia Jarjoura cinéaste-journaliste, libano-canadienne, pro Hezbollah, crachant son venin sur la seule démocratie du Moyen Orient, Israël.

D.Poirier ¹ à ma grande stupéfaction et surprise, n'avait aucun élément pour contrer pour avancer le dossier avec Katia. Katia avait le champ libre. L'adressé : Israël, 3700 rockets, 11 milliards de dégâts, enlèvement de deux soldats au sud, 1 au nord et j'en passe. D. Poirier ¹ était muette...»

Le 20 septembre, Geneviève Guay lui soumet cette explication :

« J'aimerais vous faire valoir que le sujet principal de l'entrevue, que j'ai réécoutée, était l'état du Liban, un an après la guerre.

Il est évident que, pour discuter de cette question, l'invité devait être quelqu'un qui vit au Liban. De plus, l'entrevue de M^{me} Jarjoura a clairement été présentée par la journaliste France Beaudoin comme un témoignage de quelqu'un d'impliqué et non pas comme une analyse d'expert des causes de cette guerre. M^{me} Jarjoura admet clairement elle-même pendant l'entrevue qu'elle n'est pas dans une position de journaliste objective sur ce sujet et qu'elle exprime les sentiments d'une citoyenne concernée par son pays en crise.

Presque toute la discussion porte sur l'état des routes et des habitations, sur la situation financière des réfugiés et sur les querelles internes entre Libanais. Elle raconte simplement ce dont elle est témoin.

¹ L'entrevue a été menée par France Beaudoin et non Dominique Poirier.

Il nous apparaît évident que, pour répondre aux questions qui étaient les nôtres ce jour-là, il était très défendable de présenter un invité personnellement impliqué. Si nous avions jugé nécessaire de présenter une contrepartie, nous aurions pu envisager un autre invité libanais qui n'aurait pas été d'accord avec elle sur l'état du Liban. Quand nous présentons une contrepartie, nous la choisissons en fonction du sujet principal de l'entrevue. Cette fois-là, la contrepartie ne nous a pas paru essentielle simplement parce que nous n'avons pas connaissance que quiconque prétende que le Liban est en bon état après avoir été bombardé.

Au cours de cette entrevue témoignage sur l'état du Liban, M^{me} Jarjoura a effectivement émis brièvement son opinion sur les responsabilités respectives du Hezbollah et d'Israël dans cette guerre. Mais comme ce n'était pas le sujet de l'entrevue, que ce n'était pas prévu, que c'était très bref et en outre qu'il était clair qu'il s'agissait d'un témoignage, nous n'avons pas jugé nécessaire d'insister.

Le 16 octobre, M. Pariente me fait savoir qu'il n'est pas satisfait de la réponse de M^{me} Guay à ses trois plaintes. Il me demande de réviser le dossier.

LA RÉVISION

Les propos de Sami Aoun

Sami Aoun est un expert reconnu des questions arabes. Il est régulièrement invité par RDI pour commenter les événements au Moyen-Orient.

Dans le cas qui nous intéresse, M. Aoun a été invité à deux reprises pour parler de ce qui se passait au nord du Liban, plus particulièrement les affrontements violents autour du camp de réfugiés palestinien Nahr Al-Bared, affrontements entre l'armée libanaise et les militants islamistes du Fatah Al-Islam. Voici ce que Sami Aoun a dit dans cette entrevue le 26 mai 2007 :

Christine Fournier : Qu'est-ce qui pose problème avec ces camps de Palestiniens?

Sami Aoun : Certainement une instrumentalisation de quelques groupes de Palestiniens ou au nom des Palestiniens ou au nom des Palestiniens comme celui de Fatah Al-Islam par des régimes arabes, notamment le régime syrien, et des services de renseignement comme les Américains ou autres, ç'a créé des problèmes, parce que le camp à ce moment devient une forteresse et devient une souveraineté limitée à l'armée libanaise, et ça pourrait déstabiliser le Liban.

Deuxième danger, c'est la misère abjecte des Palestiniens, qui prêle flanc à beaucoup d'influences qui viennent de l'extérieur et, certainement, ce qui arrive dans les camps est une prolongation de ce qui arrive à Gaza et en Cisjordanie, des rivalités entre Palestiniens. Les Palestiniens, comme vous le savez, interdisent à Al-Qaïda de prendre pied dans les territoires occupés palestiniens, alors que le fait qu'Al-Qaïda, ou quelque chose de similaire ou en son nom, prenne place dans les camps palestiniens, c'est une menace directe au leadership palestinien.

Christine Fournier : Est-ce que ça pourrait inciter les autorités à fermer ces camps palestiniens?

Sami Aoun : Si la fermeture des camps palestiniens signifie le retour des Palestiniens dans leur village, sur leur terre, ce serait vraiment une solution idéale, mais qui est peu probable, si la fermeture signifie de naturaliser ou dans le langage libanais. Attention, c'est-à-dire que les Palestiniens deviennent dans le tissu social libanais, c'est un consensus libanais contre cette solution-là, car ça pourrait faire perdre aux Palestiniens leur identité et changer l'équilibre démographique au sein des communautés libanaises, entre les sunnites/chiites, chrétiens/musulmans. Sur ce point, c'est pas une question de fermeture, mais plutôt d'améliorer leurs conditions de vie. Il y a déjà une liste pour permettre aux Palestiniens de travailler dans des domaines publics et privés au Liban, mais ça n'a pas donné son impact à ce point-ci.

Christine Fournier : Une crise qui ne semble pas vouloir se régler. Est-ce qu'on pourrait voir Israël tenté de rentrer à nouveau sur le territoire libanais dans la foulée de cette crise?

Sami Aoun : Mais certainement. Il y a dans la région des maillons faibles. Le Liban est, entre autres, une république précaire. Il y a beaucoup de dissension à l'intérieur. Qu'Israël ou un autre acteur, que ce soit l'Iran, ou les Américains, ou un régime arabe comme la Syrie, prenne le Liban comme un champ de bataille, c'est fort probable. De un, la classe politique libanaise est tellement divisée sur des agendas de l'extérieur, et non pas seulement sur des partages de pouvoir à l'intérieur. C'est ce qui fait qu'Israël pourrait à un moment donné, soit dans une confrontation avec l'Iran, ou dans une situation de crise, essayer de mélanger les cartes au Liban, et de prendre ce qu'on appelle une revanche de sa défaite, de son humiliation de l'été dernier aux mains du Hezbollah.»

On peut facilement constater que l'entrevue ne porte pas sur l'offensive d'Israël contre le Liban en juillet 2006, mais sur un sujet tout autre, soit les risques de déstabilisation du Liban posés par ces affrontements à Tripoli. Effectivement, dans sa toute dernière phrase, Sami Aoun parle de « l'humiliation » subie par Israël l'été dernier aux mains du Hezbollah. Il n'est pas le seul à juger qu'Israël a perdu cette guerre. Beaucoup, en Israël même, font cette analyse et remarquent que c'est la seule guerre avec un pays arabe que l'État hébreu n'a pas gagnée. Bien sûr, des édifices, des infrastructures qui servaient au Hezbollah ont été détruits, mais le Hezbollah n'a pas été éradiqué. Autre signe d'un conflit qui a divisé Israël : le rapport d'enquête du juge israélien Ekiadou Winograd, qui qualifie cette guerre de « grave et sérieux échec » pour Israël, et souligne les sérieuses défaillances dans les prises de décisions. Sami Aoun a donc rapporté une perception largement répandue, avec laquelle bien sûr, on peut ou non être d'accord. Mais à mon avis, cette courte phrase, en soi, ne nécessitait pas une réplique d'un expert israélien, puisqu'il ne s'agit pas d'un débat sur les perdants et les gagnants de cette guerre.

Le même raisonnement s'applique sur l'usage du mot « agression » pour qualifier la guerre lancée par Israël contre le Liban. Encore là, l'entrevue de Sami Aoun porte sur tout autre chose, soit les conséquences politiques au Liban de la résistance du groupe extrémiste Fatah Al-Islam dans le nord du pays. Dans le cadre de cette entrevue, Sami Aoun dit qu'il s'agit d'une rude épreuve pour l'État libanais, qui a déjà dû faire face à « l'agression israélienne ».

Une des définitions du mot « agression » dans *Le Petit Robert* est la suivante :
« Attaque armée d'un État contre un autre, non justifiée par la légitime défense. »

Le 12 juillet 2006, le Hezbollah a tué trois soldats israéliens et pris en otage deux autres soldats. Auparavant, les villes israéliennes recevaient régulièrement des roquettes du Hezbollah. Mais l'ampleur de la riposte, le pilonnage massif de grandes régions du Liban pendant un mois, le nombre de victimes civiles libanaises (1 300), la destruction systématique d'infrastructure – routes et ponts – tout cela fait que la plupart des observateurs ont qualifié l'offensive israélienne de véritable guerre contre le Liban et pas seulement contre le Hezbollah. Le droit d'Israël de riposter aux attaques du Hezbollah, donc d'agir en légitime défense, n'est pas mis en cause. Ici, ce qui est en cause, c'est la nature de la riposte – 34 jours, 160 000 obus tirés sur le Liban, 17 550 sorties de l'aviation israélienne.

Si Israël s'était contenté d'une riposte plus ciblée, le terme « guerre » n'aurait pas été utilisé couramment pour décrire les événements de l'été 2006. Quant au qualificatif « agression », il représente un point de vue avec lequel on peut ou non être d'accord.

Il faut ici préciser que Sami Aoun est un expert du monde arabe et non un journaliste de Radio-Canada soumis aux Normes et pratiques journalistiques de la Société. Il peut donc émettre des opinions, alors que les journalistes de Radio-Canada doivent s'en tenir aux faits et à l'analyse.

L'entrevue de Katia Jarjoura

Rectifions d'abord les faits. L'entrevue de la journaliste-documentariste Katia Jarjoura a été menée par France Beaudoin et non Dominique Poirier, comme l'écrit le plaignant. Dès la présentation de cette entrevue d'une demi-heure, France Beaudoin précise que Katia Jarjoura est invitée à titre de « témoin » de cette guerre dans le pays où cette Canado-Libanaise vit depuis sept ans. La rédactrice en chef en poste le 12 juillet à RDI, Dominique Rajotte, explique que Katia Jarjoura a été invitée sur le plateau, car elle était considérée par l'équipe de la rédaction comme la meilleure personne disponible à Montréal cette journée-là pour témoigner de cette guerre. Elle ajoute que Katia Jarjoura admet elle-même qu'elle n'est pas objective. Cela montrait donc que ses propos étaient des opinions, même si elle porte le titre de « journaliste ». Selon Dominique Rajotte, il était inévitable que, dans une entrevue d'une demi-heure, il y ait des glissements sur des thèmes qui ne sont pas le sujet principal de l'entrevue, soit l'état du Liban, un an après.

Par exemple, Katia Jarjoura a en effet qualifié l'offensive israélienne de démesurée et d'agression contre le Liban tout entier et non contre le Hezbollah. Mais à ce propos, rappelons que, le 14 juillet 2006, le Conseil de sécurité de l'ONU a reconnu la responsabilité du Hezbollah dans la crise au Liban, tout en condamnant le caractère disproportionné de la riposte israélienne. Katia Jarjoura reprend donc ici une analyse répandue.

Si le sujet de l'entrevue est effectivement « l'état du Liban, un an après la guerre », le choix de l'invitée se défend parfaitement. En effet, s'il s'agit de témoigner de la désolation, de la reconstruction, des difficultés de ce pays à surmonter cette épreuve. Il n'y a aucune raison journalistique de mettre Katia Jarjoura face à un porte-parole israélien. Quelle crédibilité aurait un expert israélien pour parler de la reconstruction dans le pays voisin?

Il est vrai que l'entrevue porte sur la situation au Liban à une exception près : dans la deuxième partie, l'animatrice France Beaudoin demande spécifiquement à son invitée de prendre un rôle d'analyste et d'expliquer pourquoi ce conflit a éclaté entre Israël et le Liban en juillet 2006. Voici la transcription de cet échange :

France Beaudoin : Cet entretien avec la journaliste-documentariste Katia Jarjoura se poursuit. Katia, comment expliquer ce conflit qui a fait 1 200 morts, 3 700 blessés au Liban, déplacé également des centaines de milliers de personnes, qui a fait aussi des victimes du côté israélien.

Katia Jarjoura : Tout à fait, en fait, il faut savoir que, depuis quelques années, depuis le retrait israélien du Liban-Sud en mai 2000, parce qu'il faut rappeler qu'Israël a quand même occupé le Liban pendant 22 ans, et que le principal parti de résistance était le Hezbollah et que le Hezbollah avec ses opérations militaires a réussi à faire qu'Israël se retire du Liban-Sud. On est en mai 2000. Depuis mai 2000, il y a une espèce de **guerre froide** qui s'est installée à la frontière au Liban-Sud. Le Liban-Sud était patrouillé ou contrôlé par le Hezbollah, donc l'armée libanaise ne se rendait pas au Liban-Sud, elle était là, mais n'avait pas une fonction de premier plan comme le Hezbollah qui était stationné à la frontière. Ce n'était pas la première fois que le Hezbollah menait une opération du genre de capture de soldats. En octobre 2000, il y avait eu également la capture de trois soldats israéliens. Donc, il y avait cette espèce de **guerre froide** entre Israël et le Hezbollah. Et donc le Hezbollah, je pourrais dire, s'est réessayé cette année, donc l'année 2006, l'été dernier, a capturé deux soldats israéliens avec un objectif précis, qui était de récupérer ces prisonniers en Israël, parce qu'Israël détient toujours des prisonniers libanais dans ses prisons, de façon arbitraire, et donc le Hezbollah, c'était sa manière à lui, à cette organisation, de tenter de récupérer ses prisonniers, parce que Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah, a promis à ses partisans qu'il ramènerait au pays tous les prisonniers libanais en Israël. Donc, ç'a été une façon de tenter de faire obtempérer Israël pour qu'Israël rende les soldats et qu'eux leur rendent à leur tour les soldats capturés. Donc, c'était une façon de faire un échange. Ce qui ne s'est pas fait, comme vous avez pu le voir. La réaction d'Israël a été (...) »

Suit une explication neutre de la situation géopolitique du Liban au milieu de la poudrière du Moyen-Orient, avec cartes à l'appui.

Cette réponse de deux minutes de Katia Jarjoura sur l'origine du conflit ne constitue pas un témoignage. Le Hezbollah livrerait une « guerre froide » à Israël. L'expression guerre froide réfère à l'époque où Soviétiques et Américains empilaient chacun de leur côté des armes sans les utiliser. Dans le cas qui nous occupe, le Hezbollah a envoyé des roquettes et des obus sur Israël entre 2000 et 2006. Il est donc inexact de qualifier la situation à la frontière de « guerre froide ».

Comme RDI a choisi cette journée-là de ne pas avoir d'autres invités en studio qui viennent donner d'autres point de vue sur l'origine du conflit et/ou sur le Hezbollah, il aurait été souhaitable que l'animatrice relève et questionne la vision du Hezbollah transmise par Katia Jarjoura.

Le rôle de l'intervieweur devient beaucoup plus crucial et difficile quand c'est lui qui doit mettre en doute certains propos de son invité, plutôt que de laisser ce rôle à un autre invité ayant des opinions différentes.

France Beaudoin admet avec le recul qu'elle aurait sans doute dû « challenger » davantage son invitée sur cette question du Hezbollah. Mais elle rappelle que ce n'est pas toujours évident dans le feu de l'action. Le rôle d'animatrice à RDI est particulièrement exigeant. M^{me} Beaudoin m'explique que l'été dernier, en plus d'animer des bulletins à l'heure, elle devait mener une entrevue de fond chaque jour sur un sujet complètement différent.

Cette journée-là, Katia Jarjoura a été interrogée dans une autre émission de RDI, et encore là, sa vision du Hezbollah n'a pas été mise en cause par l'animateur :

Katia Jarjoura : Moi, j'ai des amis du Hezbollah. Le Hezbollah, c'est une organisation qui a une branche militaire dont le but est certainement de faire la guerre, de résister à Israël. (...) D'un autre côté, ils aident la population, c'est une organisation humanitaire. Ils ont des milliers, des milliers de partisans.

Il ne s'agit pas ici de nier que, pour bien des gens, le Hezbollah est une organisation de résistance à Israël, l'État hébreu ayant historiquement occupé les terres palestiniennes, puis le Liban. Mais pour beaucoup d'autres, le Hezbollah est une organisation terroriste vouée à la destruction d'Israël.

La couverture de l'anniversaire de la guerre au Liban au RDI, le 12 juillet 2007

Par ailleurs, j'ai visionné ce que RDI avait diffusé d'autre cette journée-là pour marquer le premier anniversaire de la guerre au Liban. Tôt le matin, RDI a rejoint au Liban au téléphone Michel Touma, du quotidien *L'Orient-Le Jour*, ainsi que la journaliste Danièle Kriegel à Jérusalem. RDI a diffusé à plusieurs reprises les images de la visite du premier ministre israélien Ehoud Olmert à la frontière israélo-libanaise.

Le Réseau de l'information a diffusé deux fois un reportage de Charles Enderlin, qui faisait état du point de vue des soldats israéliens à la frontière du Liban. Ce reportage montrait qu'un an plus tard, le seul résultat positif de cette guerre était le calme qui régnait désormais dans la zone frontalière.

Il y a donc eu une modeste présence de points de vue israéliens cette journée-là au RDI. Michel Touma a mentionné que le Hezbollah mettait des bâtons dans les roues du gouvernement libanais et construisait des tunnels dans le sud du pays, des commentaires critiques du Hezbollah. Toutefois, le son de l'entrevue téléphonique était de mauvaise qualité.

En plus de Katia Jarjoura, RDI a invité en studio une étudiante canado-libanaise, Roua Moussaoui, qui a vécu la guerre au Liban, et Mouna Diab, vice-présidente de l'Association des jeunes Libanais musulmans de Montréal, qui a accueilli les Libanais à leur retour au Canada. Les journalistes Alain Picard et Anne-Louise Despatie ont fait des reportages résumant les témoignages de Montréalais d'origine libanaise touchés par cette guerre.

Selon la première directrice de RDI, Luce Julien, il était tout à fait justifié ce jour-là d'inviter en studio seulement des victimes de ce conflit au Liban, étant donné que la guerre a fait beaucoup plus de morts au Liban qu'en Israël. « Cette journée-là, elle appartenait au Liban, parce que ce dont on voulait parler, c'était dans quel état était ce pays-là.

Est-ce que cette journée-là on aurait dû entendre le point de vue israélien, alors que c'est tout un pays qui a été dévasté? Je n'en suis pas certaine », dit Luce Julien. « RDI, ajoute-t-elle, n'a pas voulu refaire le débat en ce jour anniversaire, mais il n'a pas voulu non plus célébrer d'aucune manière l'action du Hezbollah. »

Finalement, M^{me} Julien explique que, dans un réseau d'information continue comme RDI, où les téléspectateurs sont à l'écoute quelques minutes seulement à la fois, on ne peut pas utiliser les mêmes critères de diversité que dans un bulletin de nouvelles à la première chaîne, par exemple. Le fait que Katia Jarjoura ait eu du temps d'antenne à trois reprises cette journée-là (5 minutes, 5 minutes, 30 minutes), à différentes heures, n'a rien d'exagéré selon Luce Julien. Le même téléspectateur a en effet très peu de chances de voir les trois entrevues.

J'ai tout de même remarqué que les efforts de diversité d'opinion étaient plus grands à l'antenne du RDI le matin que le reste de la journée. Peut-être aurait-on dû rediffuser l'entrevue de Danielle Kriegel, de Jérusalem. Une meilleure planification des événements hautement prévisibles - comme le premier anniversaire de la guerre du Liban - est sans doute nécessaire, surtout quand on est en plein été, à un moment où il y a moins de personnel et plus de remplaçants.

Conclusion

Les entrevues de Sami Aoun ne sont pas biaisées. Les plaintes à son endroit ne sont donc pas fondées.

Dans le cas de Katia Jarjoura, même si ses propos contiennent une inexactitude, son entrevue demeure avant tout un témoignage de quelqu'un qui a vécu la guerre. C'est donc un témoignage subjectif, qui a été présenté comme tel et il n'était pas nécessaire d'inviter sur le même plateau un invité israélien. Je rejette donc la plainte.

Toutefois, quand la direction de l'Information choisit de donner toute la place à des « témoins » d'une guerre -- plutôt qu'à des analystes neutres ou aux deux adversaires dans un conflit -- elle choisit une voie plus risquée. Le principe de l'équité repose en effet entièrement sur les épaules des animateurs -- intervieweurs. Dans ces cas-là, il est essentiel que les intervieweurs soient mieux préparés à donner la réplique aux invités, quand ils abordent des sujets controversés.

Julie Miville-Dechêne
Ombudsman, Services français
Société Radio-Canada
2008-02-14